

Fontaine, le 7 mars 2018

Police Municipale
13 rue Jean Bocq
38600 FONTAINE

☐ 04.76.53.11.78
☐ 06.31.31.57.86

Monsieur Le Préfet de l'Isère

12 place de Verdun
BP 1046
38021 GRENOBLE Cedex 1

A l'attention de Mme GEHIN
Cabinet du Préfet

*Affaire suivie par : Roger VALTAT
Directeur du Service*

Réf: Décret N° 2016-1861 du 23 décembre 2016

Objet : Renouvellement de l'arrêté préfectoral
Rapport sur l'utilisation des caméras piétons

Monsieur Le Préfet,

A titre expérimental pour une durée de deux ans, la ville de Fontaine a équipé le service de police municipale de caméras individuelles afin de procéder à un enregistrement audiovisuel de ses interventions.

Cet enregistrement a pour finalité :

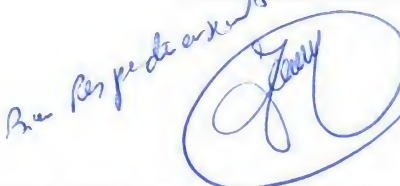
- La prévention des incidents
- le constat des infractions
- la formation des agents

L'expérimentation arrive à son terme et conformément au décret N° 2016-1861 du 23 décembre, je vous prie de trouver ci joint le rapport sur l'utilisation des trois caméras piétons par le service de police municipale.

Par ailleurs l'arrêté préfectoral expire au 6 juin 2018, je vous sollicite pour obtenir le renouvellement de celui-ci qui autorisera dans les mêmes conditions l'utilisation de ce matériel par les agents de la police municipale de Fontaine .

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma considération distinguée.

Le Maire
Jean Paul Trovero



Rapport
Emploi des caméras individuelles
des agents de police municipale

Ce rapport est établi conformément au décret N° 2016-1861 DU 23 décembre 2016 qui prévoit en son article 10 la transmission au Ministre de l'intérieur d'un rapport sur l'emploi des caméras individuelles des agents de police municipale.

1) Encadrement législatif et réglementaire

Décret N° 2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions d'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les agents de police municipale dans le cadre de leurs interventions (parution au journal officiel le 27/12/2016)

Article 114 de la loi N° 2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement. Il autorise les agents de police municipale à procéder à un enregistrement audiovisuel de leurs interventions .

Convention de coordination du 8 février 2017

Arrêté préfectoral du 25 juillet 2017 qui autorise le service de police municipale de Fontaine à utiliser trois caméras piétons.

Déclaration à la CNIL

2) Objectifs

La ville de Fontaine a équipé le service de police municipale de caméras individuelles afin de procéder à un enregistrement audiovisuel de ses interventions.

Cet enregistrement a pour finalité:

- La prévention des incidents : par le port visible et dissuasif de ce matériel. Par ailleurs l'information de l'utilisation de ce matériel a été faite par le biais du journal communal « Rive Gauche ».
- Le constat des infractions : le déclenchement de la caméra après information de sa mise en route auprès du contrevenant permet de fixer le déroulement de l'intervention.
- La formation des agents : le cas échéant une scène peut être extraite pour la visualiser et travailler sur son déroulement et prévoir une amélioration des procédures d'intervention.

3) Matériel utilisé

- Trois caméras individuelles mobiles PM/ conformes au décret avec horodatage, mémoire interne sécurisée, sécurisation des enregistrements, transfert automatique des enregistrements et signal lumineux, témoin de sa mise en fonction.

- Station de gestion des enregistrements des caméras individuelles mobiles qui permet la gestion globale des caméras et de leurs enregistrements, recharge, téléchargement automatique, consultation sécurisée par identifiant et mot de passe, stockage et gestion des données, effacement automatique des données après 6 mois.
- Deux registres de gestion:
 - Un registre de prise en charge quotidienne
 - Un registre d'extraction

4) Bilan de l'utilisation.

L'expérimentation prévue sur trois ans pour des raisons de mise en place des autorisations administratives ne portera que sur 10 mois : de septembre 2017 à juin 2018.

Trois extractions jointes à des procédures judiciaires pour les motifs suivants :

- Deux refus d'obtempérer avec reconnaissance de l'individu
- Interpellation avec refus de coopérer de la part du contrevenant

Chaque patrouille au départ du poste se dote d'une caméra et inscrit la prise en charge sur le registre journalier.

Le port visible de la caméra invite l'utilisateur ou le contrevenant à réguler son attitude face aux agents lors de l'intervention et garantit le professionnalisme de l'intervention.

La phase pédagogique de l'utilisation a très peu été utilisée.

L'étude de scènes permet de visualiser des comportements et des dérapages des usagers et décrypter les prémices de ces emportements.

5) Retour d'expériences des agents porteurs de la caméra.

Un très bon outil qui sécurise et dissuade. Les situations conflictuelles sont très souvent désamorcées dès que l'information de la mise en route de la caméra est donnée à l'utilisateur ;

A l'exception toutefois de quelques cas où le contrevenant souvent défavorablement connu du service est encore plus exaspéré.

Le dispositif est systématiquement mis en route après information à l'utilisateur et permet le cas échéant de fixer la scène pour éventuellement décider de joindre l'extraction à une procédure de mise à disposition après avis OPJ. A ce jour cette possibilité n'a pas été utilisée, le simple énoncé de la mise en route permet d'apaiser le déroulement de l'intervention y compris l'interpellation et la conduite à l'hôtel de police.

La caméra piéton est un complément de la vidéo-protection urbaine.

Le 29 août 2017, sur une intervention pour un stationnement sur un trottoir à proximité d'une place publique où il est constaté de fréquents regroupements, l'équipage de police municipale a été pris à partie par un groupe de vingt individus.

La caméra piéton mise en service a pu permettre de vérifier la posture professionnelle irréprochable des deux agents face au groupe particulièrement agressif.

Le dispositif a également permis d'avoir l'enregistrement sonore de l'intervention avec les invectives du groupe et les appels au calme des agents.

La caméra piéton n'a qu'un champ visuel réduit à la proximité du mis en cause et ne retrace pas l'atmosphère en périphérie de la scène.

La vidéo-protection urbaine, par la présence d'un agent qui pouvait actionner les caméras ville a pu en complément assurer sur des plans plus larges l'enregistrement de l'ensemble de la scène et montre qu'au-delà de l'altercation directe entre les agents et le mis en cause, les agents

faisaient l'objet d'agressions physiques, de jets d'objets et qu'il régnait autour de l'intervention une atmosphère de degré 5 sur l'échelle de la violence urbaine «aggravation des agressions contre les policiers, attroupement vindicatif freinant l'intervention».

L'ensemble des dispositifs de caméras piétons et vidéo-protection a été utile et déterminant quant à la suite judiciaire et à l'analyse à des fins pédagogiques pour le service.

CONCLUSION

Pour le service de police municipale, l'expérimentation des caméras piétons est positive.

L'utilisation de ce matériel a une vocation préventive et régle le déroulement des interventions.

C'est un outil qui concoure à la sécurité des agents dans leur mission quotidienne.

Roger VALTAT
Directeur
Police Municipale



